



## CHAPITRE 70

### Loi concernant un immeuble de Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie

[Sanctionnée le 18 juin 1980]

Préam-  
bule.

ATTENDU que, le 4 mai 1907, Odilon Blanchet a donné à l'Institut des Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie un immeuble à certaines charges et conditions dont la première est que la propriété serve de maison d'éducation conformément aux enseignements de l'Église catholique, apostolique et romaine;

Que cette condition a été satisfaite jusqu'à maintenant;

Que Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie, qui sont aux droits et obligations du donataire, n'ont plus besoin, pour fins scolaires ou autres, de cette propriété vétuste qui nécessiterait des déboursés inutiles et exorbitants pour sa restauration et son entretien et qui les obligerait à fermer cette maison d'éducation prochainement;

Que celles-ci désirent vendre cet immeuble et qu'il est dans leur intérêt que ces conditions et charges soient supprimées afin qu'elles puissent consentir un titre clair et incontestable à cet immeuble;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Conditions  
abolies  
dans un  
acte de  
donation.

1. Les charges, conditions, obligations et prohibitions pouvant restreindre l'usage ou l'utilisation de l'immeuble qui a fait l'objet de l'acte de donation passé le 4 mai 1907 entre Odilon Blanchet et l'Institut des Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie devant le notaire Joseph G. Couture, sous le numéro 11,443 de ses minutes et enregistré sous le numéro 47,788 au bureau de la division d'enregistrement de Portneuf, sont abolies et éteintes, mais en autant seulement qu'elles ont pour objet l'immeuble désigné dans l'annexe «A».

Fonds  
spécial.

Toutefois, le produit de l'aliénation de l'immeuble ainsi que les revenus en résultant devront être versés dans un fonds spécial destiné à promouvoir, favoriser ou autrement développer l'éducation et l'enseignement confessionnels.

Récla-  
mation  
person-  
nelle.

**2.** S'il est quelque personne, société ou corporation qui, sans l'article 1, aurait eu droit de réclamer en justice quelque droit de propriété en la totalité ou en quelque partie dudit immeuble, sa réclamation est convertie en une réclamation personnelle contre Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie pour un montant égal à la valeur de tel droit de propriété calculée à la date de la sanction de la présente loi. Toute telle réclamation sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit de propriété dont elle tient lieu si elle n'avait pas été ainsi convertie et elle ne constituera pas un droit réel ni une charge ou une hypothèque quant aux immeubles ou à l'une quelconque de leurs parties.

Entrée en  
vigueur.

**3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## ANNEXE «A»

### DÉSIGNATION

Une certaine étendue de terrain connue et désignée comme étant une PARTIE du lot originaire No NEUF — TROIS (lot 9-3 ptie) du Rang I, du Cadastre du Canton de Bois, Municipalité de Rivière-à-Pierre, Division d'enregistrement de Portneuf:

Borné au nord-ouest par un Chemin Public, au nord-est, au sud-est et au sud-ouest par d'autres parties du lot 9-3. Mesurant soixante-seize mètres et vingt centièmes (76,20 m) au nord-ouest et au sud-est et cent quatre-vingt-deux mètres et quatre-vingt-huit centièmes (182,88 m) au nord-est et au sud-ouest; contenant en superficie treize mille cent mètres carrés. (13 100 m<sup>2</sup>)

La ligne sud-ouest de cette partie du lot 9-3 étant parallèle et située à une distance perpendiculaire de soixante-huit mètres et six dixièmes (68,6 m) de la ligne séparative des lots 9-3 et 8-13.